

# TABLE DES MATIÈRES

PAGES

## PREMIÈRE PARTIE

### Le Traité-Constitution

L'Europe et la constitution : la parole aux citoyens, par Romano PRODI	3
Les conférences intergouvernementales et le rôle de l'Italie : de l'acte unique à l'ouverture de la conférence intergouvernementale de 2003, par Rocco CANGELOSI	11
1. La première grande révision : l'Acte unique européen	11
2. De l'Acte unique aux Conseils européens de Dublin (1986-1990) : un contexte international en forte évolution	16
3. Des Conseils européens de Rome au Traité de Maastricht	20
4. Les négociations du Traité d'Amsterdam	26
5. Les négociations du Traité de Nice	29
6. Le lendemain de Nice et la Déclaration de Laeken	37
7. De la Convention sur l'avenir de l'Europe à la CIG de 2003	39
8. Les objectifs de la Présidence italienne	44
Les principes constitutionnels fondamentaux dans le projet de traité établissant la Constitution européenne, par Jean-Paul JACQUÉ	47
1. Introduction	47
2. Traité ou Constitution ?	50
3. La nature de l'Union	53
4. La structure institutionnelle de l'Union	57
5. Conclusions.	62
La Constitution européenne : une véritable constitution, par Andrea MANZELLA	63
1. La « plus-value démocratique » de la Convention.	63
2. Trois critiques (et trois réponses) au Projet de Constitution	65
3. Un « bloc constitutionnel » à différents niveaux	67
4. La Constitution européenne : mode d'emploi	73
Entrée en vigueur et révision du traité constitutionnel, par Bruno DE WITTE	77
1. Introduction	77



	PAGES
2. Entrée en vigueur du Traité – Constitution . . . . .	78
3. Révision du Traité constitutionnel. . . . .	87
4. La méthode de la Convention . . . . .	89
5. La différenciation des procédures de révision . . . . .	91
 Les compétences normatives de l'Union, par Andrea BIONDI . . . . .	 99
1. Introduction . . . . .	99
2. Les choix de la Convention . . . . .	101
3. Le principe d'attribution : « taking competences seriously » . . . . .	103
4. Subsidiarité : portée et efficacité . . . . .	106
5. Compétences exclusives, partagées et d'appui . . . . .	108
6. Compétences et principe de primauté . . . . .	112
7. Compétences et processus décisionnel . . . . .	113
8. À jeter ou à ne pas jeter ? . . . . .	114

## PARTIE II

### Les institutions

 Le paradoxe du mode intergouvernemental. L'équilibre institutionnel dans le projet de traité-constitution, par Lucia Serena ROSSI . . . . .	 117
1. La nouvelle définition de l'équilibre institutionnel : le « modèle communautaire » est-il maintenu ? . . . . .	117
2. Le Conseil européen et son Président. Un renforcement du mode intergouvernemental ? . . . . .	120
3. Le Conseil des Ministres . . . . .	125
4. Le Ministre des Affaires Étrangères : sera-t-il célèbre ? . . . . .	130
5. La Commission : one State, one Vote ? . . . . .	133
6. Parlement européen et Parlements nationaux : un antagonisme évité . . . . .	136
7. L'interconnexion des pouvoirs . . . . .	142
 Parlement européen et parlements nationaux, par Renzo IMBENI . . . . .	 145
1. Les travaux de la Convention . . . . .	145
2. Le rôle essentiel du Parlement européen dans le système constitutionnel . . . . .	150
3. Parlement européen et parlements nationaux . . . . .	153
 La composition de la Commission, par Alfonso MATTERA . . . . .	 157
1. Introduction . . . . .	157
2. Intérêt général européen et méthode communautaire. . . . .	160
3. Une Commission à 25 serait-elle incapable de délibérer ? . . . . .	162
4. Une Commission à 15 : solution fâcheuse pour grands et petits États . . . . .	162
5. Des Commissaires européens « apatrides » ? . . . . .	163



	PAGES
6. La Commission européenne : cible privilégiée des détracteurs du « projet européen » . . . . .	165
7. Le Projet Prodi (« Pénélope ») : conscience européenne pour la CIG. .	166
 La Cour de justice dans le projet de Constitution européenne, par Antonio TIZZANO . . . . .	169
1. Introduction . . . . .	169
2. La Convention et la Cour de justice . . . . .	170
3. Le maintien des caractéristiques essentielles de la juridiction communautaire . . . . .	171
4. Les principales innovations . . . . .	172
5. L'institution : « Cour de justice » . . . . .	173
6. La dénomination de la Cour et de ses formations . . . . .	174
7. La mission de la Cour . . . . .	177
8. L'obligation d'instituer des remèdes juridictionnels nationaux effectifs .	178
9. Les problèmes concernant la composition et l'organisation de la Cour .	180
10. L'attribution des compétences . . . . .	183
 Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité : quelques réflexions, par José Luis DA CRUZ VILAÇA . . . . .	185
1. La Cour de justice en tant que Cour constitutionnelle . . . . .	185
2. Faut-il une nouvelle juridiction constitutionnelle ? . . . . .	189
3. Le nouveau contexte institutionnel . . . . .	193
4. Quelle structure pour la Cour constitutionnelle ? . . . . .	197
5. Conclusions. . . . .	199

PARTIE III

Les citoyens

La citoyenneté de l'Union : une « vraie » citoyenneté?, par Vlad CONSTANTINESCO . . . . .	203
1. Introduction . . . . .	203
2. L'élargissement des bénéficiaires des droits relevant de la citoyenneté de l'Union . . . . .	207
3. La consolidation du cadre politique auquel appartient le citoyen de l'Union . . . . .	210
4. L'accent mis sur l'égalité . . . . .	213
5. Les deux dimensions de la démocratie, cadre politique du citoyen de l'Union . . . . .	214
6. Conclusions. . . . .	215



	PAGES
Les dispositions relatives au système juridictionnel communautaire : une contribution pour une meilleure réalisation de l'Europe des citoyens, par Paolo MENGOZZI . . . . .	219
1. Éléments de continuité et éléments novateurs dans le Projet de Traité-Constitution . . . . .	219
2. Le problème de la légitimation des particuliers à contester les actes de l'Union et la contribution que le Traité instituant une Constitution pour l'Europe pourra apporter à la réalisation d'une plus large protection juridictionnelle des citoyens . . . . .	221
3. La tendance de l'art. I-28 du Projet à caractériser en termes de partenariat le rapport entre les institutions de l'Union et celles des États membres . . . . .	225
4. La confirmation que la tendance relevée dans le paragraphe précédent se retrouve dans les autres dispositions du Projet . . . . .	226
5. Le coût que pourra représenter la réalisation d'une plus large protection juridictionnelle des citoyens et l'impossibilité d'affronter celui-ci efficacement sans prendre le chemin d'un système plus généralisé de vote à la majorité . . . . .	227
La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne dans la perspective de l'adoption d'une constitution européenne, par Vassilios SKOURIS . . . . .	231
1. Introduction . . . . .	231
2. L'évolution de la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne jusqu'à l'adoption de la Charte . . . . .	232
3. Les principales caractéristiques de la Charte . . . . .	236
4. Une Charte contraignante est-elle nécessaire ? . . . . .	238
5. Les problèmes éventuels résultant de l'introduction d'un troisième système de protection des droits fondamentaux s'appliquant parallèlement aux constitutions nationales et à la CEDH . . . . .	239
6. Remarques finales . . . . .	245
L'adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par Philippe MANIN . . . . .	247
1. Introduction . . . . .	247
2. L'article I-7, 2 du Projet de Constitution . . . . .	250
3. La clause d'habilitation . . . . .	251
a) Une compétence attribuée à l'« Union européenne » . . . . .	252
b) Un objectif à atteindre. . . . .	253
4. La clause de protection . . . . .	253
5. La procédure d'adhésion à la CEDH : a) L'adaptation de la CEDH . . . . .	255
6. b) La procédure interne à l'Union . . . . .	257
7. Les conséquences de la participation de l'Union européenne à la CEDH : a) Les conséquences institutionnelles . . . . .	258



	PAGES
8. b) Les conséquences sur le système juridique de l'Union . . . . .	259
<b>L'espace de liberté, de sécurité et de justice dans une perspective constitutionnelle européenne, par Bruno NASCIMBENE . . . . .</b>	<b>265</b>
1. La Déclaration sur l'avenir de l'Union, les travaux de la Convention et le Projet de Constitution : quelle réforme possible de l'espace de liberté, de sécurité et de justice . . . . .	265
2. La coopération intergouvernementale et la communautarisation des règles relatives à l'« espace » . . . . .	267
3. L'« espace » et sa définition . . . . .	269
4. La coopération judiciaire civile et pénale entre le premier et le troisième pilier . . . . .	271
5. Les actes, les procédures et les compétences des institutions . . . . .	272
6. En particulier, la compétence de la Cour de justice . . . . .	273
7. L'« espace » et le Projet de Constitution . . . . .	275
8. Les compétences et les actes . . . . .	276
9. Les institutions et le rôle des parlements nationaux . . . . .	278
10. La confiance réciproque et la coopération . . . . .	280
11. La procédure décisionnelle : les hypothèses résiduelles de décision à l'unanimité . . . . .	281
12. La Cour et l'« espace » dans le Projet de Constitution : la protection des droits des particuliers . . . . .	283